

*Les subsides*

Il y a également la crise de la Société du crédit agricole. En novembre ou décembre dernier, le ministre de l'Agriculture (M. Wise) a annoncé un moratoire sur les saisies de la SCA, déclarant qu'il allait constituer des commissions d'examen des dettes dans le cadre d'un projet pilote. Ce projet pilote a été graduellement mis au rancart. Les gens qui y ont travaillé me disent que l'idée posait un grave problème, non pas parce que les membres du groupe d'étude n'y ont pas consacré toutes leurs énergies, bien au contraire, mais parce qu'ils ne recevaient aucun appui du ministre de l'Agriculture. Il a refusé de donner à la SCA la flexibilité nécessaire pour donner suite à cette idée, ou de présenter une mesure législative lui accordant une plus grande flexibilité. Nous attendons donc avec grand intérêt de voir ce que le ministre décidera au sujet de ce projet, à savoir s'il le laissera tomber ou s'il donnera à la SCA la flexibilité dont elle a besoin.

Quand on examine le Livre blanc présenté en janvier par le ministre des Finances (M. Wilson), on découvre la vraie nature de la politique du gouvernement actuel à l'égard de l'agriculture. Ce document ne témoignait clairement aucune sympathie envers les agriculteurs canadiens. Il a été rédigé comme si les conservateurs n'avaient jamais fait aucune promesse en matière fiscale. En tout cas, il n'en est question nulle part dans le document du ministre. En fait, il brossait le portrait d'agriculteurs très bien nantis. Il disait que les agriculteurs gagnaient deux fois plus que le Canadien moyen tout en payant quatre fois moins d'impôt, ce qui laissait entendre que les agriculteurs canadiens ne paient pas leur juste part. Il poursuivait en disant que l'agriculteur moyen est sept à huit fois plus riche que le Canadien moyen, en citant des chiffres très douteux. La réaction du monde agricole a été prompte et violente. Tous les organismes agricoles du pays ont qualifié le document d'irréaliste et d'injuste.

● (1600)

Si, avant de rédiger son document, le ministre des Finances (M. Wilson) avait pris le temps d'examiner le rapport de la Société du crédit agricole de novembre dernier qui décrivait la situation financière désespérée de nombreux jeunes agriculteurs canadiens, il n'aurait jamais produit un tel Livre blanc. S'il avait lu ce rapport, il aurait appris qu'environ 17 p. 100 de nos agriculteurs éprouvent de graves difficultés financières et 7 ou 8 p. 100 encore sont dans une situation moyennement pénible. Les agriculteurs traversent une période très difficile.

Lorsque le comité des finances, du commerce et des questions économiques a fait rapport sur le document du ministre des Finances, il a complètement rejeté sa vision de la situation agricole au Canada. Le comité recommanda vivement la création d'un programme visant à mettre la dette de côté en offrant des taux d'intérêt plus faibles à une bonne partie de ces 17 p. 100 des agriculteurs, soit 39,000, qui sont dans une situation financière précaire. Nous attendons. Nous espérons qu'après que son Livre blanc sur la situation financière des agriculteurs sera rejeté, le ministre des Finances adoptera certaines des recommandations du comité des finances, du commerce et des questions économiques. Celui-ci a proposé un programme qui nécessiterait une aide financière de près de 100 millions de

dollars. Il faudra attendre jusqu'au 23 mai pour voir si le gouvernement est disposé à accepter la recommandation de ce comité. Il propose d'accorder jusqu'à \$300,000 de prêt à un taux d'intérêt de 8 p. 100 sur une période de cinq ans, par le biais de la Société du crédit agricole à condition que l'intérêt versé par l'agriculteur ne soit pas déductible aux fins de l'impôt. Ce programme serait par conséquent destiné manifestement aux agriculteurs qui ont de grosses difficultés financières.

Voici, d'après le rapport de novembre de la SCA, les critères utilisés pour déterminer si l'agriculteur est dans une situation financière précaire: il faut un actif de moins de 15 p. 100, des paiements de plus de 40 p. 100 pour le service de la dette ou des dépenses sur l'emprunt supérieures au montant investi.

En examinant l'évolution de la situation des agriculteurs depuis le mois de novembre, époque à laquelle l'enquête a été effectuée, on constate que le tableau est encore bien plus sombre. Parlons un peu de certains des autres problèmes qui se posent aux agriculteurs. Un droit de compensation de 5.3c. la livre a été imposé sur la viande de porc vendue aux États-Unis, ce qui a eu la conséquence désastreuse de réduire le prix de 10 à 12c. On estime que ce droit coûte déjà plusieurs millions de dollars par semaine.

Par ailleurs, la CEE a déversé 51 millions de livres de bœuf irlandais subventionné sur le marché canadien l'année dernière. Le gouvernement a attendu trois mois et demi pour prendre la décision d'imposer des quotas. Maintenant que les quotas existent, le gouvernement fait marche arrière. Nous ne sommes pas parvenus à obtenir une réponse directe du ministre d'État au Commerce international (M. Kelleher) aujourd'hui. De toute évidence, le ministre compte porter le quota de 5.9 à 23.5 millions de livres. Cela signifie que 1,000 carcasses de bœuf subventionné dans une proportion atteignant 48c. la livre sera importé sur le marché canadien l'année prochaine. Nous connaissons la décision finale plus tard, mais personne ne doute que le gouvernement a capitulé.

L'histoire du bœuf de la CEE ne s'arrête pas là. Apparemment, il y a eu une entente secrète, mais elle finira par être divulguée. Les États-Unis rehaussant leurs quotas de 21 millions de livres à 65 millions de livres. Le Nicaragua augmente les siens de 600,000 livres à neuf millions de livres. Tout cela aura diverses conséquences sur l'agriculture canadienne au cours de l'année à venir.

**M. Gurbín:** Monsieur le Président, le député a oublié de mentionner plusieurs facteurs importants. Lorsqu'on parle de l'agriculture, qui est soumise à de fortes pressions depuis longtemps, il ne faut pas oublier les mesures que le gouvernement a prises même s'il n'a eu que peu de temps pour résoudre ces problèmes. Le député est-il au courant du dégrèvement d'impôt de 100 millions de dollars que le ministre des Finances (M. Wilson) a annoncée en novembre dernier en ce qui concerne le carburant agricole? Cela représente des avantages fiscaux d'une valeur de près de 100 millions de dollars pour les agriculteurs.